

31 janvier. A l'appel de l'intersyndicale CGT, FSU et Solidaires, Eric Rabito, agent de maîtrise à la communauté urbaine, manifesterà pour la revalorisation des salaires et la préservation des acquis.

« Élever les consciences »

Salaires, revalorisation, titularisation, emploi, jour de carence, centralisation et métropole sont les principales inquiétudes pour lesquelles les fonctionnaires territoriaux du département des Bouches-du-Rhône se mobilisent et descendront dans la rue demain. Comme tous les syndiqués de la CGT, Eric Rabito, agent de maîtrise au service nettoyage de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM), ira manifester avec l'objectif que « ce 31 janvier ne soit pas une fin en soi mais le début de quelque chose, un palier dans les futures actions qui vont arriver ».

De son côté, le syndicat CGT des Territoriaux de la Ville de Marseille, MPM et CCAS déclare appeler « au 31 janvier pour pouvoir peser sur la rencontre ministérielle du 7 février. Mais c'est aussi un tremplin qui va amener à d'autres mobilisations autour de l'acte III de la décentralisation et sur lequel on se positionne avec un appel à manifestation le 14 mars prochain », a fait savoir sa secrétaire générale Pascale Beaulieux,

Emploi et titularisation

« Nous ne sommes pas contre les réformes », assure Eric Rabito en se référant à la construction de la nouvelle métropole qu'il appelle « l'euro-métropole » en référence à celles de Lille et de Lyon. « Nous ne sommes pas d'accord sur les réformes qui vont dans le sens du patronat et pas des salariés. Nous sommes percutés par l'acte III de la décentralisation car rien dans la loi n'oblige à conserver les acquis » sociaux des titulaires. « Et dans ces situations de mutualisation, les fonctionnaires sont toujours la variable d'ajustement. »

La CGT rappelle que dans la fonction publique, il est possible de faire appel à des vacataires, des CDD à répétition, des CDI depuis la loi de 2012 et même des travailleurs intérimaires (depuis octobre 2012), comme c'est déjà le cas à la communauté urbaine. « Ils augmentent les heures supplémentaires au lieu de recruter, ils font appel à des vacataires sur des emplois pérennes, ils ne titularisent pas les CDI. » Pour Eric Rabito, « la boîte de Pandore est ouverte et le rouleau compresseur est en route. Ils préparent l'euro-métropole ! On espère élever les consciences car ça va faire des dégâts ! »

Salaires, revalorisation, carence

Si tous les territoriaux semblent inquiets de leur avenir avec la création de la métropole, la question salariale reste cependant primordiale. « La priorité, c'est les salaires car c'est la base de notre société », estime Eric Rabito qui rappelle qu'à MPM, « les indices sont gelés depuis 2010 et les revalorisations sont toujours en-dessous du Smic. Il y a 25% des agents de catégorie C qui sont entre le Smic et le Smic + 1%. Quant aux cadres de catégorie B, ils sont au



Pour Eric Rabito, agent de maîtrise dans la fonction publique territoriale, le 31 janvier est un tremplin pour de futures actions. PHOTO ROBERT TERZIAN

Smic +1,6%. » Alors Eric Rabito en profite pour rappeler que la CGT revendique plus que jamais le Smic à 1 700 euros nets. « Ce n'est pas une utopie, c'est une nécessité. Aujourd'hui, avec 1 500 euros nets, on n'arrive pas à finir le mois. Même le FMI vient de reconnaître que l'austérité n'est pas le remède à la crise. » Il n'hésite pas à se citer en exemple. Agent de maîtrise MPM, il a 25 ans d'ancienneté et gagne 2 000 euros nets par mois dont 20% sont des primes. Et il précise que « les primes ne sont pas obligatoires dans la fonction publique territoriale. Certaines communes n'en n'ont pas. »

Autre point d'achoppement avec le gouvernement, le jour de carence en cas d'arrêt maladie institué sous Sarkozy et dont les fonctionnaires attendent toujours l'abrogation. « A l'époque, le Sénat l'avait invalidé et depuis l'arrivée d'Hollande, il se fait tirer l'oreille », rappelle Eric Rabito qui ne veut pas croire qu'un jour de carence est « une égalité entre le public et le privé parce que ça ne rentre pas dans les caisses de la Sécu. Au contraire, il impacte toutes les primes assujetties au nombre de jours de présence. C'est tout notre système de protection qu'ils sont en train d'affaiblir », conclut-il, inquiet.

LINDA BE DIAF

La grève dans la fonction publique aura valeur de test social pour le gouvernement

■ Trois organisations syndicales de la fonction publique, CGT, FSU et Solidaires ont appelé les agents de la fonction publique à une journée nationale de grève et de manifestations demain.

A Marseille, un pré-rassemble-ment des personnels de l'éducation a lieu à 9h30 devant les services académiques, pour ensuite converger sur le Vieux-Port (10h). Ce sera le point de départ d'une manifestation destinée à dénoncer la dégradation des conditions de travail, la précarité et la perte du pouvoir d'achat. Hier, les principaux porte-parole syndicaux ont expliqué par le menu les raisons de leur mobilisation.

Frédéric Larrivière pour la CGT a affirmé que nombreux étaient les agents de la fonction publique à attendre une autre direction de ce gouvernement. « Après avoir chassé Sarkozy, de fortes aspirations se sont exprimées », note le syndicaliste qui ne se satisfait pas des réponses apportées par l'actuel gouvernement. « Le service public n'est pas un coût pour la société mais doit jouer un rôle moteur pour le développement économique et servir d'amortisseur en période de crise. » C'est tout le

contraire qui se passe avec une accélération des restructurations. Demain, la manifestation et la grève des fonctionnaires seront le premier test social du gouvernement Hollande. « Ce sera un rendez-vous important » assure Alain Barlatier, (FSU). « Ce mouvement permettra aux salariés et au gouvernement de se positionner. » Avec une perte de 13% de leur pouvoir d'achat, un point d'indice gelé depuis trois ans et une journée de carence imposée, les fonctionnaires ont le moral au plus bas. Sans compter que 20% d'entre eux sont payés au niveau du Smic.

Net recul de l'emploi public

Si les budgets de l'éducation, de la justice et de la sécurité ont été jusque là épargnés, ailleurs, on note un net recul de l'emploi public. La France qui doit respecter les 3% de déficit de son PIB, ne pourra pas s'y soumettre impunément, sans que les fonctionnaires en fassent les frais. « Ce n'est pas à eux de payer la crise, lance Hélène Ohresser de Solidaires et Sud Éducation. Dénoncer la politique d'austérité passe par une coordination plus forte avec

les travailleurs du service public et du privé. » Les fonctionnaires qui n'ont pas prévu d'attendre à l'infini le « dégel » se sentent pour certains totalement méprisés. Ils ont même été la cible, comme le rappelle Emmanuel Arvois de la CGT Educ'Action, d'attaques violentes. « Les mobilisations en cours sont le fait d'enseignants qui se sont battus ces 5 dernières années pour la défense des Rased et contre les suppressions de postes », argumente t-il.

Cette journée s'annonce comme une piqûre de rappel pour le gouvernement actuel. « C'est le début d'un rapport de force », pour Hélène Ohresser. « Un avertissement », selon Christophe Doré du SNUipp. Pour ce dernier, les choses ne pourront pas indéfiniment se perpétuer. « La grève sera majoritaire dans les écoles », assure t-il. Déjà 62% des enseignants des écoles du centre-ville de Marseille se sont déclarés grévistes.

Tandis que 109 rassemblements sont annoncés dans toute la France, la cité phocéenne ne devrait pas non plus passer totalement inaperçue.

CATHERINE WALGENWITZ